

APPEL A CONTRIBUTIONS POUR LA REVUE POLITIQUE AFRICAINE

PROPOSITION POUR UN NUMERO SPECIAL INTITULE:

« La question de l'esclavage en Afrique :

Politisation et mobilisations »

Dossier coordonné par :

Christine Hardung (Kassel University, Germany) & Lotte Pelckmans (Danish Institute for International Studies, Denmark)

L'analyse de la vie politique d'un grand nombre de pays d'Afrique est incomplète si l'on ne tient pas compte des revendications autour de la question épineuse de l'esclavage et de ses héritages. Avec l'émergence récente de mouvements d'émancipation, de partis politiques et de nouvelles organisations de groupes d'origine servile, la lutte contre l'esclavage et ses conséquences connaît actuellement une politisation aiguë et virulente tant au niveau local que national ou international, accompagnée parfois d'une forte médiatisation. Au travers de discours et d'actions collectives multiformes, différents selon les contextes et les régions, les luttes de reconnaissance et de (re-)construction identitaire des groupes d'origine servile sont devenues de plus en plus incontournables.

Les mobilisations collectives actuelles coexistent aux côtés de contestations individuelles ou familiales restées plutôt invisibles sur la scène politique nationale. Simultanément, d'importants changements sont amorcés. Les mobilisations collectives ont permis une critique, voire un renversement des hiérarchies sociales permettant de rompre le silence autour de la délicate question du statut servile au sein des espaces publics locaux et (inter-)nationaux. La thèse de l'existence d'un tabou sur ce sujet, jusqu'ici lieu commun de la littérature académique, est-elle toujours pertinente au regard des développements récents empiriquement observables?

Dans les espaces publics africains, l'héritage de l'esclavage ainsi que la dimension historique de la traite interne ont longtemps fait l'objet d'une autocensure de la part des populations africaines. La négation de ces questions sensibles trouvait son écho dans la recherche, bien souvent marquée par une « anesthésie de la réflexion » (Thiouba 2013 : 12).

Depuis plus d'une décennie, on assiste à un regain d'intérêt croissant pour la recherche sur l'esclavage et ses héritages en Afrique.. Nombre d'articles et d'ouvrages témoignent de la diversité des esclavages en Afrique, de leurs histoires et de leurs impacts sur les sociétés contemporaines¹. Jusqu'à aujourd'hui, les groupes de statut servile subissent des exclusions réelles dans l'accès aux responsabilités dans le domaine politique mais aussi dans

¹ Pour ne citer que quelques ouvrages collectifs récemment parus : Leservoisière et Trabelsi 2014 ; Bellagamba, Green et Klein 2013 ; Médard et al 2013; Botte et Stella 2012 ; Lane et MacDonald 2011 ; Beswick et Spaulding 2010 ; Ciarcia et Noret 2008.

l'organisation sociale (endogamie), dans la hiérarchisation spatiale (la répartition des terres cultivables selon le statut) ou dans l'application du droit religieux. Tandis que certains descendants d'esclaves cherchent à améliorer leur vie quotidienne d'une manière pragmatique en manifestant leur loyauté envers leurs (anciens) maîtres ou tentent au contraire de faire oublier leur ascendance servile en restant silencieux, pour d'autres revendiquer ouvertement son origine d'esclave et réclamer ses droits civiques est devenu une option existentielle.

A partir des années 1990 des associations et des partis politiques de descendants d'esclaves revendiquant de plus en plus le respect de leur citoyenneté par des interventions collectives sont apparues, surtout au Sahara-Sahel.² Leurs luttes s'inscrivaient alors le plus souvent dans la dynamique de décentralisation et de transition démocratique en Afrique subsaharienne.

Les organisations de groupes d'origine servile qui ont vu le jour plus récemment - comme par exemple l'IRA (Initiative de Résurgence du Mouvement Abolitionniste), créée en 2008 en Mauritanie, *Peeral Fajiri* ('Clarté de l'aube'), créée en 2010 au Sénégal, l'ORDH (organisation pour la restauration de la dignité humaine) créée en 2011 au Niger ou MBJEN (Mouvement Bella pour la justice et équité dans le nord Mali), créée en août 2012 au Mali, sont toutefois le produit de contextes assez différents. Alors que certaines sont nées des frustrations liées au manque de résultats des réformes politiques, d'autres voient le jour dans le contexte de crises géopolitiques (Libye, Soudan, Sahel)³, et d'autres encore plongent leurs racines dans la politisation (et parfois la radicalisation) des identités religieuses.

Ces nouvelles organisations militantes ont en commun un agenda anti-esclavagiste (ou néo-abolitionniste) et luttent contre les stigmates des hiérarchies sociales issues d'un passé d'esclavage interne à l'Afrique tout en s'inscrivant dans la politique du présent. Leurs stratégies d'action sont assez diverses, allant des révoltes armées rebelles à la mise en réseaux avec des organisations de défense des droits de l'Homme et/ou la prise de responsabilités dans la politique locale, voire nationale ou internationale.

Quelles sont donc les continuités et les ruptures entre l'actuel militantisme des groupes d'origine servile et celui des années 1990 et auparavant ? Depuis la parution il y a plus d'une dizaine d'années d'ouvrages collectifs sur l'actualité de l'esclavage interne et de ses séquelles⁴, on constate des différences marquantes au niveau des contextes et des stratégies de mobilisations collectives:

- un militantisme plus que jamais transfrontalier et internationalisé ;
- le recours crucial aux (nouveaux) médias comme moyen de lutte ;
- la forte implication d'une jeunesse toujours croissante ;
- la croissante valorisation de l'identité d'esclave et son écho au plan international⁵ ;

² Voir par exemple : Beridogo 1998; Botte 1999; Tidjani Alou 2001; Hahonou 2008; Hahonou et Pelckmans 2011; Leservoisière 2005; McDougall 2010; Ould Ahmed Salem 2010.

³ Pour le Sahel voir par exemple Bonnacase et Brachet 2013.

⁴ Voir par exemple: Botte 2000, 2005; Villasante-De Beauvais 2000; Rossi 2009.

⁵ Les sorties cinéma des dernières années en sont un symptôme : *Django Unchained* (2012); *Lincoln* (2012); *12 Years a slave* (2013); *Belle* (2013).

- le « renouveau religieux » (Ould Ahmed Salem 2013) dans des luttes sociales et politiques anti-esclavagistes et/ou identitaires ;
- un factionnalisme et, dans certains milieux, une militarisation progressive de la défense et la survie des groupes identitaires.

Ce numéro se focalise sur les nouvelles formes de mobilisation collective des descendants d'esclaves dans un climat de politisation croissante. Cette politisation nouvelle des revendications identitaires par des acteurs d'ascendance servile sera appréhendée dans une perspective comparative dans le temps (longue durée historique), dans l'espace (diversité géographique) et entre les disciplines.

Les efforts fournis par les individus catégorisés comme esclaves (soit *de jure*, soit *de facto*) pour surmonter le stigmate de leur condition servile se manifestent de façon ambiguë et diverse. Nous proposons une approche explicitement comparative pour mieux comprendre de manière transversale les déterminants spécifiques aussi bien des mobilisations politiques que de leur absence. Ceci nous permettra de faire un bilan des conditions sociétales et politiques dans lesquelles les descendants d'esclaves choisissent de se faire entendre sur la place publique tandis que d'autres renoncent à l'action collective pour défendre leurs intérêts.

Comment la diversité croissante des stratégies de lutte politique influence-t-elle la reconfiguration des relations et des identités des groupes d'ascendance servile en Afrique ? La décision de se mobiliser de manière collective ou pas doit-elle être attribuée aux différences institutionnelles des cadres juridiques nationaux, aux différents systèmes de valeurs coutumières, au poids de la religion dans les revendications identitaires ou à la racialisation des catégories statutaires ?

Tenant compte du récent regain d'intérêt académique, notamment de la part des anthropologues et des historiens⁶, pour la question de l'esclavage en Afrique, ce numéro cherche à élargir le champ des études de l'esclavage et du post-esclavage en Afrique au delà de l'anthropologie et de l'histoire et propose en particulier une approche interdisciplinaire. Éléments fondamentaux pour la définition identitaire d'un grand nombre de populations africaines, les hiérarchies et les statuts sociaux issus du passé esclavagiste nous paraissent en effet indispensables à l'analyse politique d'une vaste gamme de conflits économiques, sociaux et politiques en Afrique et méritent par conséquent d'être davantage pris en considération.

En nous appuyant sur des études de terrain s'étendant sur le continent Africain, notre analyse comparative vise à montrer l'ampleur du phénomène et sa pertinence pour la compréhension des dynamiques politiques actuelles en Afrique, voire au-delà. Cet accent sur la politisation de la question de l'esclavage nous permet de nous concentrer sur la diversité des 'voix' des descendants d'esclaves qui font plus que chuchoter: elles mobilisent la politique et politisent la mobilisation collective.

⁶ Voir par exemple les ouvrages collectifs de Campbell, Gwyn, Miers, Suzanne et Joseph C. Miller 2007; Médard et Doyle 2007; Coquery-Vidrovitch et Mesnard 2013.

Les contributions pour le dossier proposé pourraient s'articuler autour des axes suivants :

Crises géopolitiques et sociales, opportunités novatrices – Comment le militantisme des anciens groupes serviles est-il touché par les récentes contestations populaires (telles que le printemps arabe), les conflits exprimés en termes religieux (tels que la progression du radicalisme islamique), ou encore les menaces de guerre civile dans des régions comme le Sahel, la Corne de l'Afrique, le Soudan du Sud?

Médiatisation, pluralisme juridique, communications transnationales - Dans quelle mesure la médiatisation (sur les réseaux sociaux, par les médias internationaux) des différends donne-t-elle aux groupes subalternes de nouvelles formes d'autorité et de pouvoir ? De quelle façon la diaspora est-elle impliquée dans les actions et les discours politisés sur l'esclavage interne en Afrique ? En vue de l'histoire d'internationalisation des luttes abolitionnistes dans le passé, quelle importance accorder aux dynamiques de professionnalisation des ONG (Siméant 2012) y compris celles créées par des descendants d'esclaves? Comment comprendre le rôle du pluralisme juridique qui permet aux citoyens de naviguer entre le droit coutumier, religieux, postcolonial ou international ?

Lignes de clivages et poids de la jeunesse dans les mouvements contestataires – En quoi la protestation est-elle spécifiquement marquée par certains croisements d'appartenances identitaires (ancien statut servile, génération et âge, genre, religion)? La politisation des luttes identitaires conduit-elle à la formation de nouvelles hiérarchies et catégories statutaires au sein des descendants d'esclaves? Quel rôle la jeunesse joue-t-elle dans l'actuel militantisme des groupes d'origine servile ? Y a-t-il des points communs entre les revendications de la jeunesse (de statut esclave ou non) et celles des descendants d'esclaves, compte tenu de leur statut commun de « cadets sociaux » ?

Volet comparatif – En quoi les luttes anti-esclavagistes en Afrique font-elles écho à d'autres types de mouvements de lutte : contre le trafic d'êtres humains, contre le travail forcé, contre les injustices liées à la discrimination raciale ou encore contre les hiérarchies sociales de castes en Afrique et ailleurs dans le monde (Inde, Amériques) ? Quelles sont les différences dans les approches idéologiques, les stratégies concrètes et les ambitions de visibilité des multiples organisations ? Où faut-il situer le rôle des traditions, des idéologies, des législations religieuses et celui des gouvernements postcoloniaux? Existe-t-il des continuités avec des initiatives du passé colonial et postcolonial?

CALENDRIER

28 Février 2015: Envoi des propositions d'article (1 page maximum) à Christine Hardung (christine.hardung@uni-kassel.de) et Lotte Pelckmans (Lpel@diis.dk)

15 Mars 2015: Notification aux auteurs des propositions retenues

1^{er} Juillet 2015: Envoi des articles sélectionnés (50'000 signes, espaces et notes de bas de page compris).

30 Octobre : Envoi des versions finales des articles.

1 Décembre : Le dossier sera publié dans le numéro de décembre 2015.

Les contributions et résumés peuvent être soumis en français ou en anglais. La publication finale sera en français.

REFERENCES CITÉES

Bellagamba, Alice, Sandra E. Green et Martin Klein (dir.), *The Bitter Legacy: African Slavery Past and Present*, Princeton NJ, Marcus Wiener Publishers, 2013.

Béridogo, Bréhima, « Compétition des acteurs sociaux pour le contrôle du pouvoir et des ressources dans la commune rurale de Zégoua (Mali) », *Bulletin APAD*, n° 16, déc. 1998.

Beswick, Stephanie and Jay Spaulding (dir.), *African Systems of Slavery*, Trenton [etc.], African World Press, 2010.

Botte, Roger et Alessandro Stella (dir.), *Couleurs de l'esclavage sur les deux rives de la Méditerranée (Moyen-Age-XXe siècle)*, Paris, Karthala, 2012.

Botte, Roger (dir.), « Esclavage moderne ou modernité de l'esclavage ? », *Cahiers d'études africaines*, n°199-180, 2005.

Botte, Roger (dir.), « L'ombre portée de l'esclavage. Avatars contemporains de l'oppression sociale », *Journal des africanistes*, vol 1-2, n°70, 2000.

Botte, Roger, « Riimaybe, Haratin, Iklan: les damnés de la terre, le développement et la démocratie » in: André Bourgeot (dir.), *Horizons nomades en Afrique sahélienne. Sociétés, développement et démocratie*, Paris, Karthala, 1999, pp. 56-78.

Bonnecase, Vincent et Julien Brachet (dir.), « Crises et chuchotements au Sahel », *Politique Africaine*, n°130, 2013.

Campbell, Gwyn, Miers, Suzanne et Joseph C. Miller (dir.), *Women and Slavery. Africa, the Indian Ocean World and the Medieval North*, Athens, Ohio, Ohio University Press, 2007.

Ciarcia, Gaetano et Joel Noret (dir.), *Mémoires de l'esclavage au Bénin, Gradhiva*, no. 8, 2008.

Coquery-Vidrovitch, Catherine et Éric Mesnard, *Etre esclave : Afrique-Amériques, XVe-XIXe siècle*, Paris, Editions La Découverte, 2013.

Cottias, Myriam, Cunin, Elisabeth et Antonio de Almeida Mendes (dir), *Les traites et les esclavages. Perspectives historiques et contemporaines*, Paris, Karthala, 2010.

Hahonou, Eric, « Culture politique, esclavage et décentralisation : La demande politique des descendants d'esclaves au Bénin et au Niger », *Politique Africaine*, n° 111, 2008, pp. 169-186.

Hahonou, Eric et Lotte Pelckmans, « West African Antislavery Movements: Citizenship Struggles and the Legacies of Slavery », *Wiener Zeitschrift für kritische Afrikastudien*, n° 20, 2011, pp. 141-162.

Lane, Paul J. et Kevin C. MacDonald, *Slavery in Africa: archaeology and memory*, Oxford, The British Academy by Oxford University Press, 2011.

Leservoisière, Olivier et Salah Trabelsi (dir.), *Résistances et mémoires des esclavages. Espaces arabo-musulmans et transatlantiques*, Paris, Karthala, 2014.

Leservoisière, Olivier, « Nous voulons notre part! Les ambivalences du mouvement d'émancipation des Saalfaalbe Hormankooobe de Djéol (Mauritanie) », *Cahiers d'Études africaines*, vol XLV (3-4), n°179-180, 2005, pp. 987-1014.

Médard, Henri, Marie-Laure Derat, Thomas Vernet et Marie Pierre Ballarin (dir.), *Traites et esclavages en Afrique orientale et dans l'océan Indien*, Paris, Karthala, 2013.

Médard, Henri et Shane Doyle (dir.), *Slavery in the Great Lakes region of West Africa*, Oxford, James Currey/ Kapala; Fountain Publishers/ Nairobi, EAEP; Athens, Ohio University Press, 2007.

McDougall, Ann E., « The Politics of Slavery in Mauritania: rhetoric, reality and democratic discourse », *The Maghreb Review. Special Issue on Mauritania*. Dirigée par Pierre Bonte et Sébastien Boulay, vol. 35.3, n° 1-2, 2010, pp. 259-86.

Ould Ahmed Salem, Zekeria, « Bare-foot activists: Transformations in the Haratine movement in Mauritania », in: Stephen Ellis et Ineke van Kessel (dir.), *Movers and Shakers. Social Movements in Africa*, Leiden, Boston, Brill, 2009, pp. 156-177.

Ould Ahmed Salem, Zekeria, *Prêcher dans le désert. Islam politique et changement social en Mauritanie*, Paris, Editions Karthala, 2013.

Rossi, Benedetta (dir.), *Reconfiguring slavery: West African trajectories*, Liverpool, Liverpool University Press, 2009.

Siméant, Johanna, « Localiser le terrain de l'International », *Politix*, vol 4, n°100, 2012, pp. 215-248.

Tidjani Alou, Mahaman, « Démocratie, exclusion sociale et quête de citoyenneté: cas de l'association Timidria au Niger », *Journal des Africanistes* 1-2, n°70, 2000, pp. 173-195.

Thioub, Ibrahim, «Préface», in : Catherine Coquery-Vidrovitch et Éric Mesnard (dir.), *Être esclave. Afrique-Amériques, XVe-XIXe siècle*, Paris, La Découverte, 2013.

Villasante-De Beauvais, Mariella (dir.), *Groupes serviles au Sahara. Approche comparative à partir du cas arabophones de Mauritanie*, Paris, CNRS Editions, 2000.